

CALCATOGGIO : instauration de servitudes de passage des piétons transversales au rivage sur le territoire de la commune

<https://www.registre-dematerialise.fr/6131/>

Contributions incluant les pièces jointes

Dates

Du lundi 7 avril 2025 à 09h00 au mardi 22 avril 2025 à 12h00

Arrêté d'ouverture

Arrêté n° 2A-2025-03-18-00001 du 18 mars 2025

Commissaire enquêteur(rice)

Madame Valérie ETTORI

Contribution n°1 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 10 avril 2025 à 18h48

Cette enquête publique est très utile car ces chemins d'accès à la mer ne sont pas toujours entretenus et parfois même rattachés à une propriété voisine.

Ils n'ont pas de numéro de cadastre et donc mal identifiés sur les cartes communales

Néanmoins, il est regrettable que cette enquête se déroule début avril car peu de résidents secondaires et peu de vacanciers sont présents.

Merci au maire de nous avoir informés via Facebook

Je suis très favorable à l'établissement de servitudes pour pérenniser l'ensemble de ces accès à la mer.

Contribution n°2 (Web)

Proposée par LAPORTE Jean-François
(jflaporta83@gmail.com)

Déposée le samedi 12 avril 2025 à 18h14

Adresse postale : La Panca route de Pévani 20111 CALCATOGGIO

Réponse à l'enquête publique de servitude de passage des piétons route de Pévani, commune de CALCATOGGIO.

1 document associé

contribution_2_Web_1.pdf

Madame la Commissaire Enquêtrice
Mairie de CALCATOGGIO
Place du Docteur VERSINI
20111 CALCATOGGIO

Madame la Commissaire Enquêtrice,

Pour faire suite à cette enquête publique afférente à la création de servitudes de passage des piétons commune de Calcatoggio, ce projet m'interpelle à plus d'un titre. En effet, si je comprends l'état d'esprit magnanime de ce projet, je ne puis être favorable à celui-ci, pour plusieurs raisons:

Néanmoins, je ne lui opposerais pas la biodiversité mais plutôt le bon sens.

Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'élargir de deux mètres pour le public les sentiers existants, qu'il va bien falloir entretenir, nettoyer, sans provoquer d'évidentes nuisances dues à une surfréquentation de personnes qui n'ont pas nécessairement leur certificat de moralité.

Cela se traduit généralement, par des vociférations sauvages, des bruits intempestifs, mais surtout l'abandon de déchets en tout genre.

J'ai moi-même une expérience certaine, depuis plusieurs décennies en remplissant de nombreux sacs de déchets sauvages chaque année depuis cette crique paradisiaque, située à cinquante mètres seulement du sentier Pévani 2 (encore un accès à la mer) Alors de grâce n'en rajoutez pas !

J'attire également votre attention sur le fait qu'il n'y a pas de possibilité de stationnement pour les véhicules sur cette route de Pévani. Beaucoup de piétons viennent en voiture !

Il existe pourtant moult sites touristiques remarquables en Corse. Pourquoi vouloir dénaturer l'existant si pittoresque en l'état naturel !

D'autant que ces sentiers débouchent tous sur une côte accore d'une grande dangerosité pour les promeneurs, puisque même dans le descriptif du projet Pévani 1 & 2 vous les qualifiés de "Parties rocheuses infranchissables"

Il y a des risques d'accidents, et dans ce cas de figure, la responsabilité de ~~Monsieur~~ le Maire deviendrait très ambiguë.

Pour le sentier Pévani 1 déjà naturellement aménagé avec un passage par une grotte et un chemin ombragé à travers un boqueteau où malheureusement on découvre déjà des tas d'immondices jonchant le sol du sous bois.
Je dirais qu'il est victime de son succès avec cette possibilité de garer plusieurs véhicules sur le bord de la route à proximité de cette draille

Et sur cet emplacement providentiel, on découvre de tout, parfois des bidons des sacs poubelles des carcasses de moteurs hors bord et même récemment une épave de bateau abandonné sans vergogne.

C'est la double peine pour ce sentier et une motivation de plus pour tous les riverains et les habitués de cette côte sauvage d'être absolument contre tout aménagement de servitudes néfastes à ce magnifique environnement.

Vous pensez peut-être que j'affabule !
Néanmoins, vous pouvez vérifier facilement la véracité de mes propos et constatations.

NON AU PROJET DE MODIFICATIONS DES SENTIERS PEDESTRES EXISTANTS SUR LA COMMUNE DE CALCATOGGIO

Désolé ne pas avoir été plus concis, mais ce sujet de prime abord anodin occulte des dégradations et désordres futurs aux conséquences irréversibles pour l'environnement.

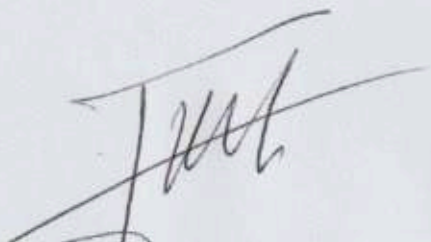
Pas de dépenses inutiles, la plupart des gens sont demandeur d'authenticité, surtout en Corse.

Il existe également une plage à proximité, aménagée par la commune de Calcatoggio, d'accès facile et sécurisé pour le plus grand bonheur des touristes.

Merci de votre compréhension !

Je vous prie d'agréer, Madame la Commissaire Enquêtrice, mes sincères et respectueuses salutations.

Jean-François LAPORTE



Contribution n°3 (Web)

Proposée par BAS-THERON Françoise
(francoise.bastheron@gmail.com)

Déposée le vendredi 18 avril 2025 à 11h58

Adresse postale : 6 RUE DE SEINE / PANCA 75 / 20111 PARIS / CALCATOGGIO

Madame la Commissaire enquêtrice,

Dans le cadre de l'enquête publique se déroulant du 6 avril au 22 avril 2025, je souhaite apporter ma contribution en ma qualité de mandataire de l'indivision BAS, propriétaire à Calcatoggio, soumise à la taxe foncière et à la taxe d'habitation.

- Il me semble que la priorité serait d'informer les piétons de l'existence de certains des accès mentionnés. Si l'accès à la Liscia et à Ancône 3 (ex-Madrague) sont bien identifiés, connus et permettent un accès facile au rivage, ce n'est pas le cas pour certains accès peu visibles ou non signalés : Ancone 1 et 2, Ancone 4, Ancone 6 : problème de signalisation. L'existence de barrières serait à proscrire : la grille d'Ancone 5 laisse enfin passer les piétons depuis quelques années après avoir été longtemps fermée et verrouillée. Quant à l'accès au rivage par Ancône 6, son existence est plutôt inconnue en raison, notamment, de la barrière qui fait croire qu'il s'agit d'une propriété privée.

L'entretien des accès existants, à assurer en continu, est en outre à revoir pour plusieurs des accès répertoriés.

- Un critère essentiel me semble être la mesure du risque du chemin d'accès. Une manière d'y pallier serait de mettre en place des escaliers (comme pour l'accès à la Liscia et Ancône 3), avec rampe.

Je trouve donc les conclusions des enquêteurs, qui doivent être très sportifs, bien optimistes pour Pevani 1 et 2. Pevani 1 (que je connais bien) présente, dans sa dernière partie, pour la descente sur les rochers, un aspect dangereux : après la bifurcation du chemin, d'un côté (sur la droite), à l'approche des rochers, le terrain est très en pente, raviné, glissant, de l'autre (sur la gauche) il faut maintenant s'accrocher à une corde pour accéder à la crique, beaucoup plus fréquentée par les bateaux que par les piétons. Bref, l'accès à la mer par Pevani 1 dans son état actuel est à déconseiller aux personnes peu sportives, aux jeunes enfants, personnes plus âgées, ayant le vertige, aux mal chaussés et aux prothésés. En cas d'accident, qui porte la responsabilité ? Quant au "parking" à l'entrée du chemin, le long de la route, il a une capacité modeste.

Il en est de même pour le projet Pevani 2 pour l'accès à la mer. En outre, il faudrait se garer le long de la route communale, pas très large, et au bord d'une pente abrupte dans toute cette zone à partir, en gros, d'Ancone 6.

Accessoirement, ces accès dans une magnifique nature permettent à des indéclicats de dépôts d'ordures en tous genres, à l'abri des regards. Qui nettoie ?

- Concernant les accès Pevani 3 à 6 bis, les problèmes principaux sont pour moi : le très mauvais état des routes pour y descendre, et l'absence de signalisation au départ de ces routes (en haut). Je découvre grâce à l'enquête l'existence de certains accès. Une fois en bas, s'il est plutôt facile de circuler à pied, le terrain étant assez plat, la signalisation serait bienvenue.

Bref, pour notre famille qui a la chance de connaître et aimer la Corse depuis 60 ans, le risque de dénaturer une cote magnifique - la rive sud du golfe de Sagone -, restée sauvage, ce qui n'est plus le cas dans bien des zones corses côtières proches d'Ajaccio, nous semble très présente dans plusieurs aspects du projet.

Etre au clair sur des chemins existants, actuellement mal signalés, permettant d'accéder rapidement au rivage, sans risque physique pour les piétons, en milieu déjà construit pour ne pas miter un paysage et une nature encore préservés, en ayant la capacité de les entretenir correctement pour éviter leur ressemblance avec des décharges me semblent déjà un très bel objectif pour la commune de Calcatoggio.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie de croire, madame la Commissaire enquêtrice, à l'expression de ma considération distinguée.

Françoise Bas-Théron

Contribution n°4 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 18 avril 2025 à 17h47

Au vu du projet d'instaurer des servitudes de passage pour l'accès à la mer sur la route d'Ancône et ce, compte tenu de l'étroitesse de la route qui mène à Pevani, je suggère de limiter les possibilités de parking des voitures le long de cette route très fréquentée par les promeneurs.

En effet si deux véhicules ont de la peine à se croiser, le stationnement à l'endroit des passages, rendrait très dangereux la circulation des piétons et des bicyclettes, même si des ralentisseurs ont été prévus.

Il serait bon que le Commissaire enquêteur en tienne compte dans ses commentaires.

Bien cordialement

Contribution n°5 (Web)

Proposée par Benjamin PITCHO
(benjamin@pitcho.fr)

Déposée le samedi 19 avril 2025 à 03h09

Adresse postale : 42 rue Ampère 75017 Paris

La contribution figure en pièce jointe.

1 document associé

contribution_5_Web_1.pdf

Benjamin PITCHO

Avocat associé
Ancien du Conseil National des Barreaux
Ancien Membre du Conseil de l'Ordre

Gérard FASSINA

Avocat associé

Mila PETKOVA

Avocate associée

Sana HAMDI

Avocate collaboratrice

Mairie de CALCATOGGIO
A l'attention de Mme le Commissaire
enquêteur
Place du Docteur Versini
20111 CALCATOGGIO

Paris, le 18 avril 2025

Objet : Observations écrites à enquête publique

N/Réf. : 20250406

V/Réf. : Arrêté préfectoral n° 2A-2025-03-18-00001 du 18 mars 2025

Dépôt sur le registre dématérialisé

Monsieur le Maire,

Dans le dossier cité en référence, je suis le conseil habituel de Mme Dominique Terre propriétaire de la **parcelle cadastrale D 994** située sur le territoire de la commune de CALCATOGGIO.

Ma cliente m'a fait part d'un projet préfectoral de création de quinze servitudes de passage des piétons transversales au rivage sur le territoire de la commune, ayant pour but de relier la voie publique au domaine public maritime et permettre le libre accès aux rivages de la mer. Ces accès se situeraient sur des parcelles privées, d'usage collectif, existantes.

Mme Terre est, en l'espèce, concernée par les accès à la plage « **Pevani 6bis** », et « **Pevani 6** », correspondant aux sous-dossiers 14 et 15 de l'enquête publique.

Elles m'a donc expressément saisi de la rédaction des présentes observations dans le cadre de la consultation publique relative à ce projet préfectoral ouverte du 7 au 22 avril 2025 à 12h00.

SAS PITCHO FASSINA PETKOVA

Tél. : + 33 (0) 1 84 25 67 50 Fax : + 33 (0) 1 84 25 67 51

42, rue Ampère – 75017 Paris – benjamin@pitcho.fr

www.pitcho.fr

Siret : 90203732400024 TVA intracommunautaire FR74488546276 00012 – Toque C 1387

Membre d'une association agréée, le règlement des honoraires par chèques est accepté

Après avoir présenté le site concerné par la création des servitudes (I), ces observations ont pour objet relever une atteinte actuelle à l'environnement littoral et au cadre de vie (II) du fait d'un passage automobile soutenu et non maîtrisé sur ce site protégé.

Il convient ainsi que ces accès demeurent exclusivement piétons pour les touristes et demeurent piétons et accessibles aux véhicules aux seuls riverains concernés. Les mesures actuelles sont insuffisantes pour respecter l'interdiction actuelle de passage automobile.

I. Présentation du site concerné par les accès litigieux

Le site concerné par la création des servitudes d'accès (A) constitue une zone protégée par le PADDUC (B) et présente un intérêt environnemental par son classement en ZNIEFF (C).

A. Le site concerné

L'atteinte à l'environnement s'exprime dans le risque d'une fragilisation des milieux naturels protégés sur la commune.

Ces derniers sont d'abord protégés par l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme qui rappelle l'objectif de préservation des espaces remarquables du littoral :

« La loi littoral vise à assurer la préservation des équilibres biologiques, la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels ».

L'article L. 121-23 du Code de l'urbanisme pose ensuite une exigence spécifique de protection des espaces du littoral, proches du rivage, dans lesquels toute urbanisation ou ouverture à la fréquentation publique doit être strictement encadrée :

« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. »

Enfin, l'article L. 110-1 du Code de l'environnement prévoit divers principes, dont le principe de prévention et d'action préventive, qui imposent aux décideurs publics de privilégier les solutions évitant les atteintes à l'environnement :

« I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, la qualité de l'eau, les êtres vivants et la

biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage. (...)

II. - Leur connaissance, leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état, leur gestion, la préservation de leur capacité à évoluer et la sauvegarde des services qu'ils fournissent sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;

2° Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Ce principe implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées ;

Ce principe doit viser un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité ; (...)

4° Le principe selon lequel toute personne a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques ;

5° Le principe de participation en vertu duquel toute personne est informée des projets de décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, qui sont prises en considération par l'autorité compétente ;

6° Le principe de solidarité écologique, qui appelle à prendre en compte, dans toute prise de décision publique ayant une incidence notable sur l'environnement des territoires concernés, les interactions des écosystèmes, des êtres vivants et des milieux naturels ou aménagés ;

7° Le principe de l'utilisation durable, selon lequel la pratique des usages peut être un instrument qui contribue à la biodiversité ;

(...)

9° Le principe de non-régression, selon lequel la protection de l'environnement, assurée par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'environnement, ne peut faire l'objet que d'une amélioration constante, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment. (...).

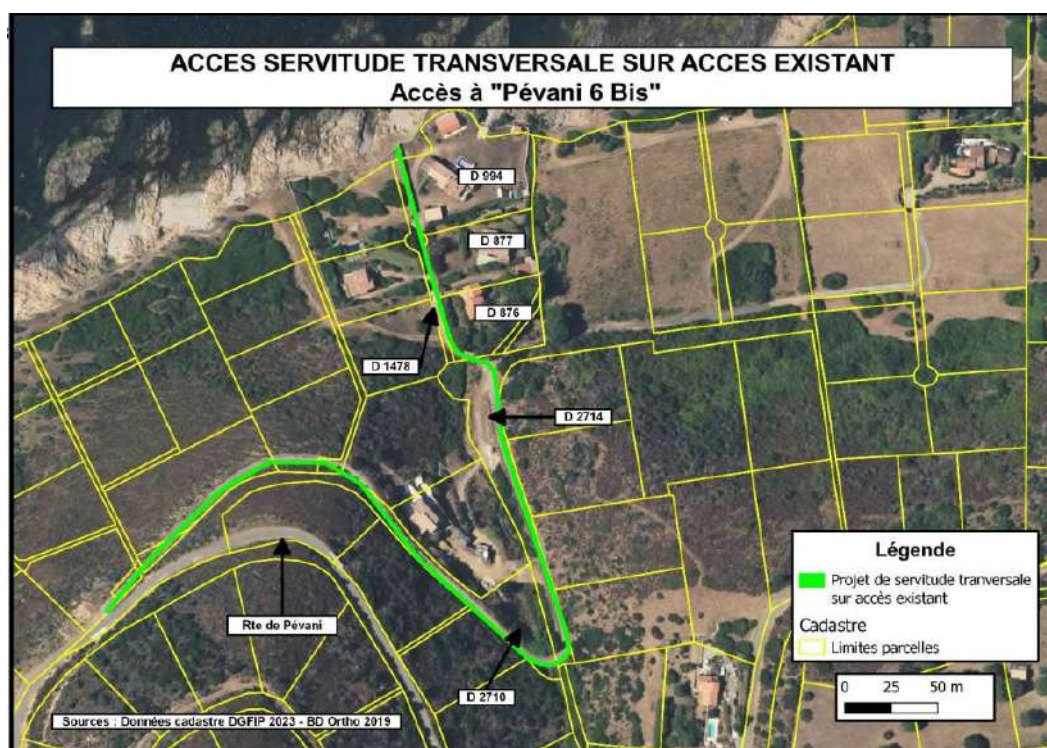
En l'espèce, il apparaît que le projet préfectoral concerne la création de multiples servitudes de passage piétonnier ayant pour effet d'accroître la fréquentation humaine au niveau du littoral de la façade maritime de la commune qui s'étend du lieu-dit Masorchia (plage de la Liscia) au lieu-dit Pevani.

Cet espace comprend des plages et des espaces rocheux protégés :

- la plage de la Liscia, classée au titre du plan d'aménagement et de développement durable de Corse (PADDUC) à vocation « naturelle fréquentée » ;
- le reste du littoral, dont la parcelle de ma cliente, classé par le PADDUC en vocation « naturelle » ;
- la quasi-totalité de la partie rurale de la façade maritime, bénéficiant d'un classement en espaces remarquables et caractéristiques (ECR) ;

- la partie la plus au sud, classée en zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF).

Sur ce site, Mme Dominique Terre est spécifiquement concernée par les accès 13 et 14 (fig. 2 et 103), donnant sur la partie rocheuse et sauvage du littoral :





Ces accès sont des **parties privatives, bien qu'à usage collectif**. Un panneau de circulation interdit le passage aux véhicules par les touristes. Il réserve le passage aux piétons et aux véhicules des riverains seulement.



Figure n°95 : Vue du début de l'accès « Pevani 6 » depuis la route de Pevani.

Ce panneau a cependant été récemment dégradé par sciage.

Ces accès donnent sur un rivage rocheux enclavé et isolé, au niveau d'un virage. Ce lieu, où il n'existe traditionnellement quasiment aucune circulation humaine, sauf les riverains et quelques

randonneurs, est donc emprunté depuis des décennies par les vaches, brebis et chèvres que les bergers amènent paître dans les champs et aux alentours. Les animaux des bergers de Pevani, par leur présence, contribuent en outre à l'entretien naturel et à l'équilibre du site de Pevani :



Cette culture traditionnelle et ce mode de vie traditionnel, qui tend à se raréfier, demeure néanmoins perpétué sur ce site, par la volonté de ces petites exploitations familiales et celles des riverains concernés.

Depuis plus de quarante ans, ces chemins ont été maintenus en bon état par les seuls riverains (et non par la commune). Ils ont assuré seuls les travaux de démaquisage des abords et bas-côtés, remplissage des ornières, damage de la voie, etc.

Pendant longtemps, le peu de fréquentation humaine, ainsi que l'entretien régulier de ces chemins par les riverains, ont permis que le rivage demeure encore à l'état sauvage :

« le rivage rocheux entre Pevani et Acône conserve son état sauvage grâce entre autres à la difficulté d'accès. Cette côte rocheuse est encore sauvage, accidentée, découpée, avec des abrupts et escarpements, notamment sur la partie sud » (pp. 19 et 36, Rapport de présentation, Etat des lieux, Arrêt du PLU 2024).

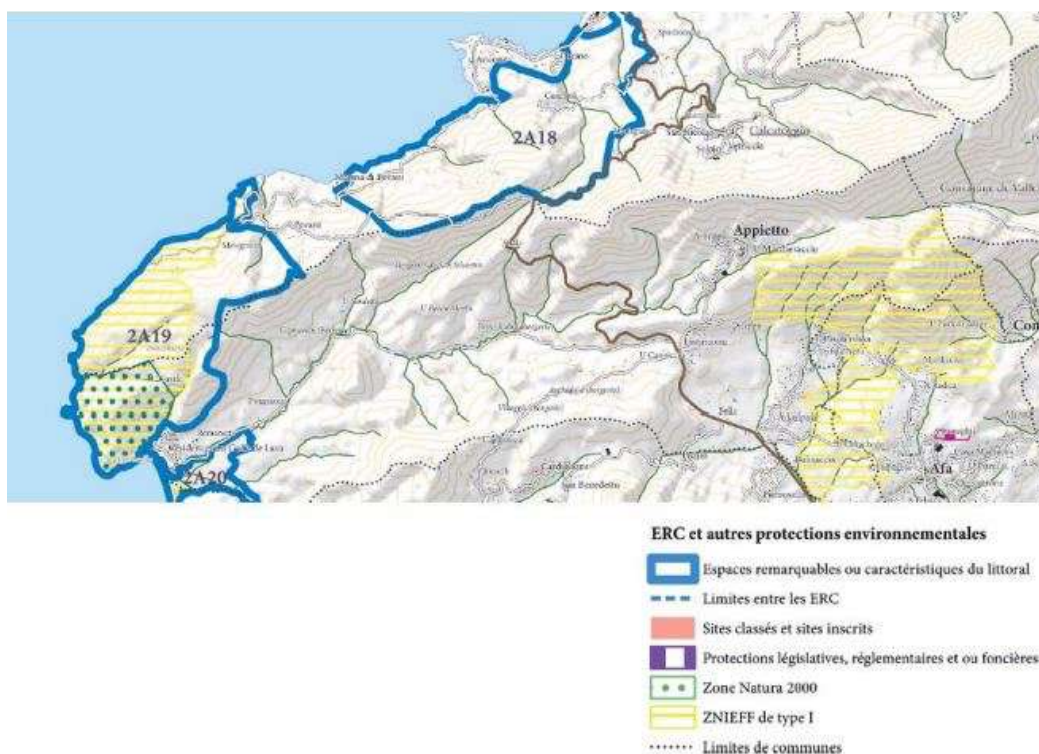
Cependant, depuis quelques années, le développement, d'un tourisme de masse favorisé par la création de locations de courte durée à proximité, porte atteinte à la protection de ce site, malgré les mesures prises pour y interdire l'accès véhiculé.

B. La protection du site par le PADDUC

Sur la commune, le PADDUC approuvé en 2015, définit les zones géographiques présentant un caractère stratégique et essentiel pour la biodiversité et la continuité écologique, en fonction des enjeux de préservation ou de développement. Il identifie et protège les espaces stratégiques, espaces remarquables et environnementaux.

Il prévoit une réduction progressive de l'artificialisation des sols. A ce titre, les zones à vocation « naturelle » aident à lutter contre l'étalement urbain et à préserver les paysages remarquables de l'île.

En l'espèce, l'enquête précise spécifiquement que le site a été classé en vocation « naturelle » concernée et en espace remarquable du littoral. Ainsi, l'espace remarquable 2A19 (dit ERC de Punta Pilusella) inclut précisément les zones concernées par les accès 13 et 14 :

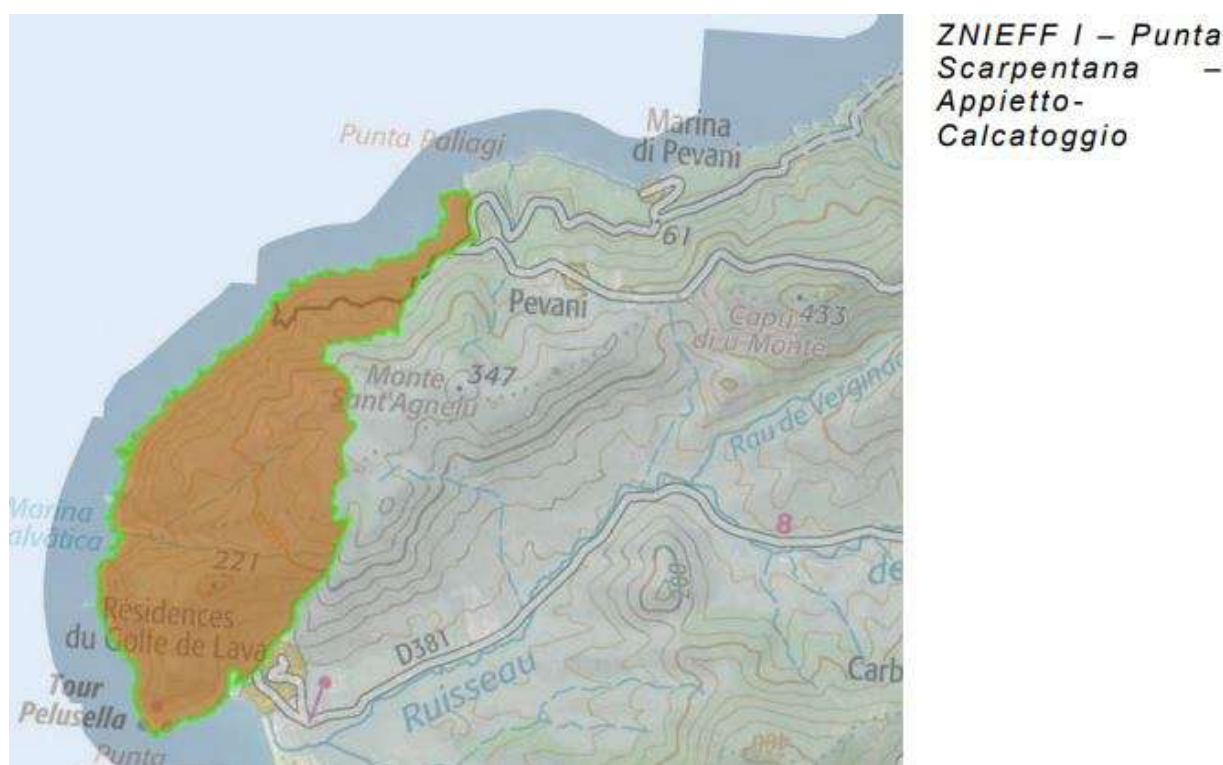


Le Rapport de présentation, Etat des lieux, Arrêt du PLU 2024 fait précisément état des effets concrets des actions pour la protection de l'environnement et de sauvegarde de l'habitat naturel, en précisant que depuis 2010 environ, l'application plus stricte des dispositions de la loi littoral (continuité urbaine) a mis un frein à l'urbanisation diffuse le long de la route du littoral et vers les piémonts. L'interconnexion entre différents milieux naturels est de mieux en mieux assurée.

C. Le classement en ZNIEFF

Les ZNIEFF visent à recenser les richesses écologiques, faunistiques et floristiques présentes sur le territoire de la commune afin d'améliorer la prise en compte des espaces naturels dans les décisions d'aménagement et de protection. Les ZNIEFF de type I sont particulièrement sensibles aux transformations, même limitées.

En l'espèce, le territoire concerné par le projet de création des accès 13 et 14 est inclus dans la ZNIEFF, de type I, n°940030326 Punta Pelusella, Paraggiola, Scapentana Tranpitatoju (p. 76) :



Plusieurs habitats déterminants y ont été recensés et un grand nombre d'espèces déterminantes y a été détecté, dont une dizaine d'oiseaux, tels que le Faucon pèlerin ou le Pigeon biset sauvage. La présence de trois espèces de plantes déterminantes au niveau des milieux côtiers atteste de leur grande importance patrimoniale, ainsi que 3 espèces de reptiles déterminants dont la Tortue d'Hermann et 2 espèces de geckos. Ce site constitue un espace remarquablement conservé et caractéristique de la côte méditerranéenne.

Le PLU explique cette biodiversité par le caractère « peu aisé » de l'accès au site par la terre.

Pour ces raisons, les accès privés vers le littoral ont fait l'objet d'une réglementation interdisant le passage des véhicules des touristes par un panneau de circulation.

Or, cette interdiction n'est pas respectée par les touristes qui empruntent ces chemins au volant de leurs véhicules, provoquant un accroissement des passages et de la présence humaine, ainsi que des nuisances pour la faune, la flore mais aussi les riverains.

Le panneau d'interdiction a même été scié.

II. L'atteinte à l'environnement et au cadre de vie

L'article L.101-2 du Code de l'urbanisme prévoit que tout aménagement doit être conçu dans le respect « *des objectifs de gestion économe du sol, de prévention des risques naturels, et de protection des paysages* ».

L'expertise environnementale de la DDT en date du 25 mai 2023 précise que la ZNIEFF I concernée « *constitue un espace remarquablement conservé et caractéristique de la côte méditerranéenne. Plusieurs habitats déterminants ont été recensés. L'influence anthropique a un impact encore limité sur l'évolution du site, à l'exception des zones parcourues par le bétail. La menace des incendies est très importante en période estivale* ».

Sur les accès Pevani, cette expertise indique pourtant que « *nous n'avons pas de remarques particulières pour ces projets d'accès déjà existants et fréquemment utilisés* ». Elle ajoute cependant pour l'accès Pevani 7 que « *par contre, d'autres projets d'ouverture de sentiers seront à éviter au regard de l'effet cumulé de fragmentation des habitats existants* ».

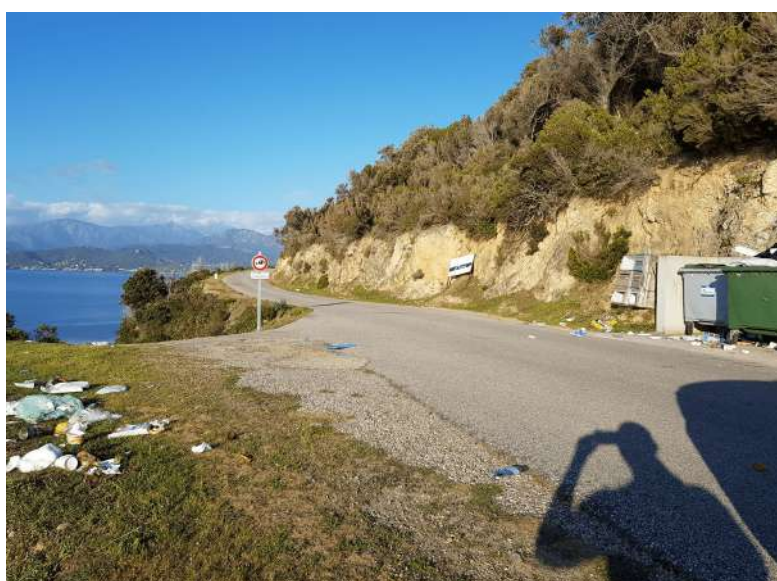
Pourtant, les restrictions d'accès au littoral mises en place ne sont pas respectées par les touristes qui affluent sur le site. Sans aucune considération pour l'environnement et la tranquillité du lieu, ils circulent sur les chemins avec leurs véhicules et y stationnent de manière « sauvage » :







De véritables files de stationnement, voire des embouteillages, peuvent se créer sur ce site dont la préservation est pourtant un objectif. Cette fréquentation humaine **non maîtrisée** entraîne le piétinement, l'abandon de déchets, de plastiques, des détritux, le dérangement de la faune, qui contreviennent aux principes de préservation de la faune et de la flore dans ces espaces naturels :







Les déchets sont jetés alors même que des poubelles sont mises à disposition :



Cette circulation et ce stationnement incontrôlés ont pour conséquences :

- la destruction d'habitats naturels : la végétation, les sols et la faune locale qui pourront être perturbés ou supprimés ;
- la fragmentation des écosystèmes, en coupant les corridors écologiques ;

- le terrassement des sols par le poids des véhicules ;
- la destruction de la couverture végétale (les herbes, les racines, les végétaux sont arrachés et écrasés) ;
- l'imperméabilisation des sols, la dégradation de la porosité des sols, la réduction de l'infiltration de l'eau, l'augmentation du ruissellement et les risques d'érosion ou d'inondation ;
- la pollution de l'eau et des sols par les huiles, carburants et autres polluants qui vont nécessairement s'infiltrer.

Or, l'enquête indique elle-même que « *le début du cheminement (les 115 premiers mètres) est situé, dans un Espace Remarquable et Caractéristique du littoral* » (p. 227), tout en précisant l'intérêt environnemental du site naturel concerné dans son ensemble.

Pourtant, l'expertise environnementale mise en œuvre dans le cadre du projet préfectoral, n'envisage nullement les effets de cette surfréquentation du site par la circulation et le stationnement non maîtrisé. Elle n'envisage pas non plus leurs effets en termes de bruits, de risques liés aux manœuvres, aux stationnements, de levées de poussière, de pollution des sols, etc.

L'expertise environnementale est également silencieuse sur les effets de cette présence excessive et non encadrée sur le paysage.

Pourtant, les photographies prises du site montrent que la présence des véhicules, en mouvement ou stationnés sur les chemins, défigurent gravement le paysage :

- altération de l'esthétique des lieux ;
- banalisation du paysage introduisant des éléments standardisés, en rupture totale avec l'identité locale.

Afin que l'emprunte humaine soit maîtrisée sur ce site, le projet préfectoral doit donc impérativement prévoir des **mesures concrètes et efficaces** de nature à faire cesser les nuisances par cette affluence incontrôlée afin que :

- les touristes ne puissent effectivement pas circuler sur les chemins au volant de leurs véhicules mais uniquement à pied ;
- seuls les riverains puissent y accéder à pied et véhiculés.

Le cas échéant, la création de ces servitudes de passage dans des secteurs sensibles du littoral présentera une dégradation de l'environnement.

La réglementation de l'ouverture de servitudes sur ces terrains privés, qui ne sont ni aménagés, ni sécurisés, ni adaptés à un usage de circulation automobile systématique aux touristes, est absolument nécessaire au regard de la sécurité des usagers et de la cohérence avec les objectifs de gestion intégrée du littoral.

Or, M. le Préfet n'a, à ce titre, prévu aucune mesure permettant de s'assurer du respect concret et effectif de la restriction de passage des véhicules aux touristes, malgré l'afflux automobile actuel et important sur le littoral.

Aujourd'hui, le panneau d'interdiction aux véhicules ayant été entièrement dégradé, il n'existe plus aucune signalétique rappelant l'interdiction de passage automobile aux touristes. Il est donc non seulement impératif mais urgent de mettre en œuvre les mesures, constructions et contrôles nécessaires pour limiter ces accès aux seuls riverains véhiculés.

Mme Terre n'a ainsi aucune intention d'interdire la création des servitudes envisagées par M. Préfet, ni l'accès au littoral aux piétons qui souhaiteraient le visiter, mais faire observer qu'il convient de renforcer sérieusement les mesures pour stopper la circulation automobile, déjà interdite, sur les chemins et le site. Elle constate en effet que l'interdiction de passage actuelle n'est pas respectée, voire qu'elle est sciemment violée par les dégradations volontaires opérées.

Pour l'ensemble de ces raisons, ma cliente formule les présentes observations sur le projet préfectoral de création de servitudes.

Je vous prie de croire, Madame le Commissaire enquêteur, à l'expression de mes salutations les plus respectueuses.



Benjamin PITCHO

Contribution n°6 (Web)

Proposée par ARRIGHI Jean-Marie

Déposée le dimanche 20 avril 2025 à 19h46

Adresse postale : Orcino 20111 Calcatoggio

En examinant le document, je constate avec plaisir la mention de plusieurs accès à la mer, à partir d'un travail sérieux. Mais j'ai vu avec surprise que n'y est pas inclus un accès très ancien et très pratiqué, conduisant à la plage d'Orcino rebaptisée Ancone 3 dans le document.

Son entrée à partir de la route est bien visible sur la photo tirée de Google Earth annexée au projet pour «Ancone 3». Il s'agit du chemin ancestral reliant le village à sa plage d'Orcino où durant des siècles, de nombreuses familles vivaient l'été. Ce chemin demeure très usité.

Il s'agit du seul accès en pente douce à une plage très fréquentée, ce qui permet aussi à des familles avec de jeunes enfants, des personnes âgées, des personnes à mobilité réduite de l'emprunter.

Pour conclure, étant en accord global avec le document proposé mais exigeant qu'il soit complété, je donne un avis réservé.

Contribution n°7 (Web)

Proposée par KARINE

(cgi.sarl2a@gmail.com)

Déposée le lundi 21 avril 2025 à 10h41

Adresse postale : 13 Cours Jean Nicoli 20090 ajaccio

Monsieur,

Le passage Ancone 2 est au milieu d'une propriété privé et non en limite du terrain,. Une servitude de passage au milieu du terrain du lotissements (parcelle cadastrale 2896) rend le terrain inutilisable et réduit fortement sa valeur.

Le passage Ancone 2 n'est qu'à 40 mètres du passage d'accès mer d'Ancone 1, l'on n'explique pas vu l'existence d'un accès historique à la mer existant sur le terrain du lotissement que l'on propose un 2 em accès d'autant s que la règle est 500m entre 2 accès mer et que vous proposez 2 accès mer sur 136 ml

Le Passage Ancone 2 a été identifié par vos servies parce qu'il il constitue depuis longtemps un accès mer. Ce passage a été aménagé par nos soins afin de nous permettre accéder notre terrain commun. Le portillon installé sans serrure, était présent uniquement pour matérialiser l'accès mer (cet équipement trop souvent cassé a finalement été enlevé par nos soins).

Par ailleurs la plage a disparu au bas le long du terrain commun et ne présente donc plus d'intérêt Vous n'ignorez pas qu'un autre accès historique se trouve à 100 m et qu'il donne sur une plage bien plus grande et bien plus jolie

Cet accès a été complètement fermé par le propriétaire du terrain. Il convient d'obtenir sa réouverture : l'accès mer serait bien plus adapté et le sable n'a pas disparus.

Les colotis semblent comprendre ici qu'il s'agit de la part de la mairie d'une pratique discriminatoire, visant de surcroit à nuire et à réduire la valeur du foncier de la copropriété.

Enfin, vous indiquez que la parcelle appartient à l'indivision DE ZEEW, alors qu'il s'agit d'une partie commune du lotissement.

Une révision globale du projet soumis s'impose, de tout ce que dessus.

Cdt

1 document associé

contribution_7_Web_1.png



Les parcelles D 2896 et D 2895 sont concernées par le projet de cette servitude de passage des piétons transversale au rivage de « Ancône 1 » (cf figure n°10).
Il s'agit d'un accès existant, à usage collectif, libre d'accès qui permet de rejoindre le rivage de la mer depuis la voirie publique.

Ces parcelles sont la propriété de :

- (Usufruitier) Mme Quirina Gêrarda VAN SOEST veuve DE ZEEUW (26/09/1936 au Pays-Bas), La bouture - Orcino 20111 CALCATOGGIO ;
- (Nue propriétaire) M. Marcel René DE ZEEUW (03/05/1959 au Pays-Bas), Monteverdistrat 24 - 1447 NA PURMEREND (Pays-Bas) ;
- (Nue propriétaire) Mme Pauline Rolande ZEEUW épouse WILLARD (15/04/1961 au Pays-Bas), « Les eucalyptus » Ave des Castelans 98000 MONACO ;



Contribution n°8 (Email)

Proposée par anonyme

(3bernard@free.fr)

Déposée le vendredi 18 avril 2025 à 17h33

Adresse postale : valerie.ettori@isula.corsica

Accès au rivage Calcatoggio - contribution BERNARD

Objet : Accès au rivage Calcatoggio - contribution BERNARD

Cordialement

Catherine et Didier Bernard

1 document associé

contribution_8_Email_1.pdf

Catherine & Didier BERNARD
Résidence Les Sables d'Orcino – 20111 Calcatoggio

Enquête Publique : Projet d'instauration de servitudes de passage des piétons transversales au rivage de la mer sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants sur le territoire de la commune de CALCATOGGIO, du 7 au 22 avril 2025

A l'attention de Mme Valérie ETTORI
Commissaire Enquêteur

Contribution du 18 avril 2025

(envoi par courrier électronique > enquete-publique-6131@registre-dematerialise.fr)

Bonjour,

Il semble plus que souhaitable que, sur la commune, les accès à la mer soient garantis, en particulier avec un marquage qui permet de les identifier, ainsi que de confirmer à chacun le bon droit de les emprunter.

Compte-tenu de la fréquentation, le fait que tous les accès identifiés et actuellement ouverts au public soient confirmés par un arrêté ou décret sera plutôt une bonne chose.

Ce sont donc des bonnes nouvelles, et en particulier pour l'accès **Ancone 4**, dont une partie de la haie a été complètement arrachée et la fin de l'accès intégré à la nouvelle terrasse de l'hôtel. Il faudra toutefois confirmer au droit de cette terrasse le droit d'accès avec un affichage signalétique.

Nous voulions toutefois signaler que l'ancien accès « public » à la **Cala d'Ancone**, n'a pas été compris dans le projet (voir-photos plus bas). Cela fait plusieurs années, suite aux constructions sur les parcelles avoisinantes, que cet accès a été obstrué, par une barrière, puis par les ronces qui ont poussés. Il était pourtant ouvert à tous auparavant, en donnant accès à la seule plage de ce secteur d'Ancone, et ce dans des conditions d'accessibilité faciles permettant à tous, petits et grands, jeunes et vieux, de rejoindre la mer depuis ce coté habité où de nombreuses nouvelles maisons ont été construites.

Merci de nous préciser les raisons pour lesquelles cet accès existant de longue date n'a pas été pris en compte par le Préfet dans le périmètre de l'étude.



Catherine et Didier BERNARD

Contribution n°9 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 21 avril 2025 à 19h11

D'une façon générale , les servitudes d'accès à la mer par chemins piétonniers périodiques sont bien sur plus que souhaitables pour garantir l'accès du littoral au public par une autre voie beaucoup plus conviviale que de devoir longer le littoral ...cette dernière approche conduisant souvent à une impossibilité ou grande difficulté d'accès piétonnier par présence de rochers importants ou dangereux à gravir, la seule voie d'accès étant par bateau!

Malheureusement et tant sur le continent qu'en Corse (dont Calcatoggio) , ces "servitudes" existantes historiquement ont disparu par manque d'entretien ou ont été "privatisées" par introduction de barrières voir portillons fermés à clés.

A mon sens , une des difficultés est que ces servitudes d'accès ne sont jamais matérialisées par une parcelle distincte identifiée sur le cadastre. De facto , ces servitudes sont situées sur l'une des parcelles privées adjacentes et le plus souvent cette "servitude publique" n'apparaît que dans des actes notariés suite à négociations historiques anciennes entre la municipalité et le propriétaire de la parcelle pour que ce dernier mette à disposition une partie de sa parcelle pour garder un accès public à la mer en échange d'une autorisation de construire sur sa parcelle. Ces actes notariés utilisés pour le permis de construire indiquent cette servitude mais leur enregistrement municipal ont peu à peu oublié de matérialiser cette servitude par un enregistrement pérenne bien que l'acte notarié soit un document la garantissant. Les propriétaires ont aussi changé et les nouveaux n'ont même jamais réalisé cette existence servitude dans l'usage de leur parcelle.

La privatisation ou interdiction d'accès abusive n'est d'ailleurs pas toujours initiée par le propriétaire cadastral de la servitude mais par son voisin , avec une perception personnelle abusive conduisant même à la pose d'un portillon privé fermé à clé et récupérant l'ancien accès public à son seul profit en ignorant même qu'il n'est pas situé sur sa parcelle au cadastre mais sur celle de son voisin , lequel l'ignore aussi le plus souvent.

Ceci est encore le cas à Calcatoggio et ces fermetures par portillons avec serrure entraînent aussi que ces anciennes servitudes ne sont même plus détectables visuellement par les observations récentes des services de l'Etat.

Ceci dépassera sans doute l'enquête publique de Calcatoggio , mais il faudrait au moins dans un premier temps associer à chaque servitude d'accès identifiée visuellement par les services de la Préfecture , le nom de la parcelle privée sur laquelle chacune a été située à l'origine avec un accord de servitude pouvant n'être visible que sur des actes notariés anciens.

Dans un deuxième temps , l'attribution d'un N° de parcelle situant chaque servitude avec comme propriétaire la "municipalité" faciliterait la pérennisation juridique des servitudes d'accès publics piétonniers au littoral . Ceci imposerait certes des modifications cadastrales mais sortirait "du flou" juridique la situation des servitudes actuelles.

L'enquête publique est tout à fait justifiée pour cette réflexion et pour proposer des actions pérennes.

Une nouvelle fois , cette situation existe tant sur le continent que sur la Corse.

Nom d'anonyme : Bibi

Contribution n°10 (Web)

Proposée par Buffenoir Bruno

(buffenoir.bruno@neuf.fr)

Déposée le lundi 21 avril 2025 à 22h35

Adresse postale : 28bis avenue Georges Clemenceau 78110 LE VESINET

Bonjour,

résidant de manière très régulière sur Ancone, nous sommes très attachés aux différents accès à la mer qui offrent aujourd'hui l'opportunité de jouir de nombreux emplacements plus préservés, reculés, tranquilles et typiques de cet environnement. Ce projet est une excellente idée.

Bien cordialement,

Bruno Buffenoir.

Contribution n°11 (Email)

Proposée par Françoise Bas-Théron
(francoise.bastheron@gmail.com)
Déposée le jeudi 17 avril 2025 à 23h43

Enquête publique Calcatoggio servitudes de passage vers le rivage

Objet : Enquête publique Calcatoggio servitudes de passage vers le rivage

Projet de création de servitudes de passage des piétons transversales au rivage sur le territoire de la commune de CALCATOGGIO

Bonjour,

Dans le cadre de l'enquête publique se déroulant du 6 avril au 22 avril 2025, je souhaite apporter ma contribution en ma qualité de mandataire de l'indivision BAS, propriétaire à Calcatoggio, soumise à la taxe foncière et à la taxe d'habitation.

- Il me semble que la priorité serait d'informer les piétons de l'existence de certains des accès mentionnés. Si l'accès à la Liscia et à Ancône 3 (ex-Madrague) sont bien identifiés, connus et permettent un accès facile au rivage, ce n'est pas le cas pour certains accès peu visibles ou non signalés : Ancone 1 et 2, Ancone 4, Ancone 6 : *problème de signalisation*. L'existence de barrières serait à proscrire : la grille d'Ancone 5 laisse enfin passer les piétons depuis quelques années après avoir été longtemps fermée et verrouillée. Quant à l'accès au rivage par Ancône 6, son existence est inconnue en raison, notamment, de la barrière qui fait croire qu'il s'agit d'une propriété privée.

*L'entretien des accès existants, à assurer en continu, *est en outre à revoir pour plusieurs des accès répertoriés.

- Un critère essentiel me semble être la *mesure du risque du chemin d'accès*. Une manière d'y pallier serait de mettre en place des escaliers (comme pour l'accès à la Liscia et Ancône 3), avec rampe. Je trouve donc les conclusions des enquêteurs, qui doivent être très sportifs, bien optimistes pour Pevani 1 et 2.

Pevani 1 (que je connais bien) présente, dans sa dernière partie, pour la descente sur les rochers, un aspect *dangereux* : après la bifurcation du chemin, d'un côté (sur la droite), à l'approche des rochers, le terrain est très en pente, raviné, glissant, de l'autre (sur la gauche) il faut s'accrocher à une corde pour accéder à la crique, beaucoup plus fréquentée par les bateaux que par les piétons.

Bref, l'accès à la mer par Pevani 1 dans son état actuel est à déconseiller aux personnes peu sportives, aux jeunes enfants, personnes plus âgées ou ayant le vertige. En outre, le "parking" à l'entrée du chemin, le long de la route, a une capacité modeste. Il en est de même pour le projet Pevani 2 pour l'accès à la mer. En outre, il faudrait se garer le long de la route communale, pas très large, et au bord d'une pente abrupte dans toute cette zone à partir, en gros, d'Ancone 6.

- Concernant les accès Pevani 3 à 6 bis, les problèmes principaux sont pour moi : le très mauvais état des routes pour y descendre, et l'absence de signalisation au départ de ces routes (en haut). Je découvre grâce à l'enquête l'existence de certains accès. Une fois en bas, s'il est plutôt facile de circuler à pied, le terrain étant assez plat, la signalisation serait bienvenue.

Merci de votre attention
Françoise Bas-Théron
06 85 07 07 41